

Alors, monsieur l'Orateur, il ne faut pas se méprendre sur la question du Biafra. Ce n'est pas la reconnaissance de ce coin de patrie que nous demandons. C'est la protestation du gouvernement canadien auprès des pays qui continuent à vendre des armes aux Nigériens.

Il y a exactement 34 jours que j'ai appelé l'attention du gouvernement sur ce problème. Il a donc sur la conscience l'assassinat de plus de 2 millions de personnes pour sauver les puits de pétrole de l'Angleterre. Ce génocide, qui se continue avec l'approbation des bons amis d'en face, qui ne semblent avoir d'autre souci que d'essayer de se moquer des choses sérieuses, devrait être enrayé immédiatement. C'est pourquoi j'insiste de nouveau pour que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures appuie la demande que nous faisons d'empêcher l'Angleterre de vendre des armes aux troupes fédérales nigérianes.

• (10.10 p.m.)

M. Yves Forest (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le président, au nom de l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp), qui est actuellement aux Nations Unies pour discuter de ces différentes questions, et sans accepter les diverses affirmations de l'honorable député de Frontenac, particulièrement en ce qui a trait à la participation de l'Angleterre à la guerre civile qui se poursuit actuellement au Nigéria, je veux rappeler à l'honorable député ce que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a dit: Le Canada, dans le cadre du droit international et des limites que nous devons res-

pecter, de même que dans le cadre des Nations Unies et au moyen de contacts internationaux, a tout fait pour essayer de mettre fin, si possible, à cette guerre civile dans laquelle nous ne pouvons évidemment intervenir directement. C'est d'ailleurs ce qu'ont demandé les États qui font partie de l'Organisation des États africains.

Grâce tout spécialement à l'aide de la Croix-Rouge internationale et aux négociations avec le Nigéria, le gouvernement canadien fait tout ce qu'il peut pour essayer de secourir les Biafrais et de leur aider à surmonter leurs difficultés.

M. Dumont: On demande simplement au gouvernement de protester contre la vente d'armes.

M. Forest: L'honorable député a parlé, évidemment, de l'Angleterre. Nous devons beaucoup à l'Angleterre, mais, actuellement, nous sommes un pays indépendant et nous avons notre propre politique extérieure. Nous ne pouvons certainement pas intervenir dans les affaires de l'Angleterre, qui doit elle-même prendre ses propres décisions.

Quant à la guerre, selon moi, le Canada, comme le très honorable premier ministre l'a répété ici à plusieurs reprises, a tout fait pour venir en aide aux Biafrais, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale. Il a aussi tenté, au moyen de négociations, de mettre fin à cette guerre.

[Traduction]

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h 13 du soir.)